

Pétrole et gaz

● (2040)

Je veux terminer en souhaitant que le débat de ce soir incitera et encouragera le ministre à tenir tête à son parti. Qu'il s'affirme comme ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qu'il dise à son parti qu'il a des obligations envers les Canadiens et qu'il les remplira. Qu'il accepte certaines des propositions qui lui ont été faites et qu'il fasse quelque chose, une bonne fois.

Depuis 10 ans, ce côté-ci de la Chambre souhaite savoir quand nous aurons une politique de l'énergie. On a demandé au gouvernement quelle était sa politique dans le domaine du pétrole, du gaz, quelle était sa politique concernant la recherche dans le domaine des ressources non renouvelables et quelles sont les possibilités de recherche dans le cas des richesses renouvelables. Mais les hauts fonctionnaires du ministère insistent, et le ministre les appuie, qu'ils ne s'intéressent qu'à ce qui n'est pas renouvelable. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a juridiction sur toutes les ressources, non pas seulement celles qui ne sont pas renouvelables.

Je sais que, non pas dans 50 ans mais dans sept ans, les ressources renouvelables serviront de plus en plus d'approvisionnement à \$4.50 le baril pour le pétrole et 37c. par millier de pieds cubes pour le gaz, prix beaucoup moins élevés qu'aujourd'hui. Ces ressources renouvelables sont disponibles tout autour de nous, dans les déchets de nos villes, les engrais des animaux de nos fermes, la sciure et l'écorce des produits industriels de nos forêts. Ceux-ci nous offriront des ressources renouvelables et de l'énergie à des prix beaucoup moins élevés.

Or, on ne fait rien à ce sujet, car on vénère le fait que depuis toujours le ministère ne s'est occupé que des ressources non renouvelables et ses fonctionnaires ne veulent pas entendre parler de chose comme la biomasse, que les Anglo-Saxons appellent «engrais d'animaux». Je sais que, dans certains cas, des fonctionnaires à qui l'on a demandé de faire ce genre de travail ont répondu «cela semble relever de l'agriculture, faisons appel à ce ministère». Puis le ministère de l'Agriculture répond «ce me semble être du domaine de l'énergie; c'est leur affaire». Je suis même au courant d'un cas où le ministre de l'Environnement (M. Davis) a étudié une certaine proposition et a déclaré «cela nous semble relever de l'agriculture»; et ça recommence.

Le ministre et ses collègues ont été élus pour prendre des décisions et, à l'occasion, donner des instructions. Pour l'amour de Dieu, qu'ils agissent tout au moins dans le cas d'un sujet aussi important et qu'ils s'abstiennent de confier le travail à des fonctionnaires qui ne veulent pas se salir en abordant des sujets comme les déchets, les engrais d'animaux et la sciure. Il s'agit là, monsieur l'Orateur, de quelques-unes de nos nombreuses ressources renouvelables.

Je pense que j'ai fait valoir mon point. J'ose croire que tous les membres de mon parti pensent comme moi. Lorsqu'il y a un défi à relever à la face de la population, sur n'importe quelle question, j'ose croire que les députés d'en face n'auront jamais l'occasion de dire que le parti conservateur-progressiste ne présente pas des propositions constructives.

[Français]

M. C.-A. Gauthier (Roberval): Monsieur l'Orateur, qu'on me permette d'abord de féliciter les députés du Nouveau parti démocratique d'avoir soulevé cette question d'une urgence extrême aujourd'hui, surtout pour les provinces de l'Est, notamment pour le Québec. Je comprends que nous ne réglerons peut-être pas grand-chose ce soir,

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

mais, au moins, monsieur l'Orateur, nous aurons la satisfaction d'avoir entendu le ministre, qui a certainement quelque chose à dire au sujet du pétrole, ce qui aura pour effet de rassurer la population.

Monsieur l'Orateur, au Québec, actuellement, ce n'est pas très rassurant. Le bal des élections est fini. On commence, dès le lendemain des élections, à assister à la hausse des prix, et il faut alors penser aux crises qui suivent toujours les élections.

Nous avons eu un peu l'impression que les gouvernements sont restés muets pendant des mois, probablement pour ne pas nuire à la campagne électorale; ils n'ont pas dit un seul mot à la population qui craint réellement l'hiver qui s'annonce.

A mon avis, il est temps plus que jamais—et c'est pourquoi je voulais féliciter mon préopinant du Nouveau parti démocratique—de dire à la population ce qui peut arriver cet hiver. Le ministre imposera-t-il le rationnement des carburants? On ne le sait pas. Mais je suis certain que le ministre le sait beaucoup mieux que nous. Nous n'avons que les journaux pour nous renseigner, et nous y lisons, encore ce soir: «Le Japon veut assurer son approvisionnement». Je cite:

On connaît les effectifs souvent pléthoriques de certaines ambassades de grands pays, qui sont d'ailleurs accusés, plus d'une fois, de n'être que de faux diplomates, chargés en réalité des tâches... de renseignements de tout ordre, pour ne pas dire d'espionnage.

Sans redouter des objections de ce genre, Tokyo a annoncé récemment qu'il va nommer des «attachés pétroliers» dans ses ambassades dans les principaux pays à la fois producteurs et consommateurs de pétrole—«afin d'être au courant de tout ce qui se passe... et se prépare sur le front du pétrole et de mieux assurer ainsi l'approvisionnement du Nippon en cas de crise». Les premières nominations doivent intervenir incessamment.

Dans un autre article intitulé «Le président Nixon et l'énergie», on peut lire ce qui suit, et je cite:

Le président Nixon annoncera cette semaine de nouvelles mesures destinées à faire face à la pénurie d'énergie aux États-Unis, qui s'annonce pour l'hiver prochain beaucoup plus sévère que ne voulaient l'admettre jusqu'ici les responsables américains.

Dans un autre article, on parle des Pays-Bas, de la France, de l'Italie et de la Grèce. C'est une course au pétrole. Et nous, du Canada, que nous arrivera-t-il, nous qui sommes du nombre des pays qui vont courir à l'approvisionnement? Selon moi, le temps est venu de faire un examen de conscience. Je ne voudrais pas, cependant, attribuer tous les torts au gouvernement fédéral. Aujourd'hui, au Québec comme dans les provinces Maritimes, on se demande: Qu'est-ce qu'Ottawa va faire, qu'est-ce qu'il peut faire? A mon avis, cela va donner en même temps une bonne leçon aux séparatistes et leur montrer qu'ils ont souvent besoin du gouvernement central, parce que les gouvernements successifs du Québec ont un peu fauté. Quand on leur parlait de l'oléoduc, ils avaient peur de se faire nourrir et accommoder par les gens de l'Ouest. Aujourd'hui, nous sommes dans une impasse et il est malheureusement très tard pour se réveiller.

Le Québec est prêt aujourd'hui, mais l'huile manque, les conflits s'aggravent et nous sommes devant un fait accompli. Voilà pourquoi nous sommes encore heureux de pouvoir avoir recours au gouvernement central, pour qu'il essaie de rassurer un peu la population sur la possibilité de se procurer de l'huile à chauffer au cours de l'hiver.